

La musique highlife du Ghana : Préserver le patrimoine culturel mondial

- Subventionneur :** Fondation Daniel Langlois pour l'art, la science et la technologie
- Bénéficiaire :** Gramophone Records Museum & Research Centre of Ghana
- Sommaire :** Préserver les enregistrements musicaux et la culture pop highlife du Ghana.



Le pionnier des nouveaux médias Daniel Langlois de Montréal a créé une fondation privée qui est le prolongement de ses passions – pour le talent artistique, la technologie, l'éducation et l'écologie. Le collectionneur de disques Kwame Sarpong du Ghana, un officier de la marine devenu fonctionnaire, a créé un OSBL privé qui est l'aboutissement de sa passion – pour la musique highlife, condamnée à l'oubli dans son pays.

Les deux hommes ne se sont jamais rencontrés, ni même parlé. Mais le souffle créateur de l'un donne vie aux rêves de l'autre. En septembre 2002, grâce à l'appui de la Fondation Daniel Langlois pour l'art, la science et la technologie, le Gramophone Records Museum & Research Centre of Ghana franchissait le monde virtuel, et la culture highlife de Kwame Sarpong héritait d'un abri high-tech. Naturellement, rien de tout cela n'aurait vu le jour sans une bonne dose de hasard, ni sans la confiance et le pragmatisme d'intermédiaires dévoués.

Dès le début, en 1997, Daniel Langlois et son directeur général, Jean Gagnon, ont décidé de se faire citoyens du monde, et non uniquement du Canada (ou du Québec). Ce dernier explique : « La première fois que je me suis assis avec Daniel Langlois pour discuter de la possibilité de me joindre à la Fondation, après dix ans de service au Musée des beaux-arts et au Conseil des Arts du Canada, il a dit qu'il serait ridicule d'œuvrer dans le domaine des nouvelles technologies des communications en



se restreignant sur le plan géographique. Nous voulions faire notre modeste part pour élargir les avenues culturelles qu'ouvraient ces technologies. »

Ils ont ciblé en priorité certaines « régions en émergence » en accord avec une démarche qui se voulait proactive mais non exclusive, car la Fondation reçoit des demandes qui parviennent de tous les coins du globe. « En terme de sélection, nous n'insistons pas sur nos priorités. Une fois les demandes présentées aux comités, elles sont mises sur la table et comparées avec d'autres selon leurs propres mérites. » Le projet du Ghana a eu une concurrence féroce et stimulante.

Le Ghana est un pays ouest-africain modérément prospère dont la superficie n'atteint pas les deux tiers de celle de Terre-Neuve, pour une population dépassant les deux tiers de celle du Canada. La vie y est infiniment complexe du fait que les Ghanéens parlent 72 langues, selon le recensement de 1997. Heureusement, le langage universel de la musique y joue un rôle essentiel, difficile à imaginer dans les pays occidentaux. Comme l'a fait observer le musicologue africain J.H. Kwabena Nketia, « Un village privé d'une vie musicale organisée ou qui néglige la pratique communautaire du chant, du tambour ou de la danse est réputé mort. »

Le highlife, électrisant cocktail d'influences musicales devant précéder par plus d'un demi-siècle les fusions du « world-beat », est devenu l'essence du Ghana des années 1920 aux années 1970, « comme le reggae en Jamaïque et le calypso à Trinité-et-Tobago », compare Kwame Sarpong. La dispersion des talents ghanéens dans les années 1970 a étendu l'influence du

highlife sur la musique occidentale depuis Londres, alors que son intégrité et sa vitalité originales perdaient du terrain dans son propre pays.

Kwame Sarpong a commencé à collectionner les disques highlife dans les années 1970, alors que certains exemplaires étaient encore neufs. Dix ans plus tard, il sillonnait le pays à la recherche de disques plus anciens et d'artistes moins connus. Plus il systématisait sa collection, plus ses lacunes le frustraient. « J'ai pris conscience que cette musique était condamnée à mourir à petit feu et que le besoin de préserver ce riche patrimoine musical devenait une nécessité. » Au début des années 1990, il a embauché 20 personnes de toutes les régions du pays pour se livrer à une « collecte massive » de 6000 disques supplémentaires. En 1994, année où il établissait officiellement le Gramophone Records Museum and Research Centre, sa collection était sans aucun doute la plus imposante au monde : quelques vinyles 45 tours, mais surtout des laques 78 tours où figurent plus de 700 groupes et artistes ghanéens. Toutefois, même lorsqu'il trouva où loger le musée sous le toit du Centre for National Culture, dans la ville équatoriale de Cape Coast – trois pièces minuscules avec tables et classeurs, sans air climatisé ni outils de communication que la plus modeste entreprise occidentale prendrait pour acquis – il devait payer de sa poche les coûts d'exposition de sa collection sans avoir les moyens de le faire dans les règles de l'art.



Il n'en resta pas moins philosophe. « Depuis le début, il y avait des forces à l'œuvre pour empêcher le financement des nobles visées du musée. Alors que la plupart des pays occidentaux consacrent une part de leurs ressources financières à la préservation de leur passé, le Ghana, comme d'autres pays du Tiers-Monde, n'est pas encore parvenu à nourrir sa population actuelle. » Mais Kwame Sarpong restait convaincu que la lumière brillerait au bout du tunnel, et il semblait en effet que le ciel s'éclaircissait à son passage aux États-Unis et au Canada, en 2000, où il a fait la rencontre de Carmelle Bégin, ethnomusicologue au Musée canadien des civilisations. À sa venue au Ghana, celle-ci a profité d'une tournée pour visiter le musée, vu les possibilités qu'il offrait et accepté de faire partie du comité international de consultation en cours de formation.

Par son entremise, le musée a été présenté à la Fondation Daniel Langlois. Kwame Sarpong a rédigé une demande de subvention, qui comptait parmi les 202 propositions acceptées en juillet 2002 par la Fondation. Après le tri interne, la demande a été soumise avec 102 autres projets au jury international de la Fondation, pour aboutir au nombre des 18 projets financés, « le seul en provenance de l'Afrique. »

Dominique Fontaine, agente de programmes à la Fondation, s'est rendue au Ghana en décembre 2002 pour planifier le lancement. De retour au pays, elle se plongeait dans les préparatifs. « C'était très intense. Nous avons une longue liste d'équipement spécialisé à acheter auprès de compagnies situées à Ottawa et dans plusieurs villes américaines afin de nettoyer et de numériser le son des vieux disques – sans oublier les œuvres artistiques apparaissant sur les vieilles étiquettes, enveloppes protectrices et pochettes qui comptent parmi les plus belles

représentations visuelles ayant survécu à l'âge d'or de cette culture populaire. L'expédition de cet équipement de précision représentait à lui seul un énorme travail de logistique pour qu'il parvienne intact aux heures convenues afin d'être transporté sans encombre au musée, à trois heures de camion de l'aéroport d'Accra. Sur place, Gilles St-Laurent, conservateur des enregistrements sonores à la Bibliothèque nationale du Canada, se chargeait de l'installation du matériel et de la formation de Kwame Sarpong, d'étudiants stagiaires et d'un technicien ghanéens. C'est la première fois que la Fondation s'engageait de cette manière. La tension était forte et il fallait une confiance à toute épreuve, mais les choses ont été faites correctement et le projet a le vent dans les voiles. »

« Lorsque le projet sera terminé, il sera accessible dans le monde entier. Le musée nous fera parvenir sur CD les archives sonores, les images et la base de données qui servira à gérer la collection : biographies de musiciens, discographies et droits d'auteurs. Le site Internet que nous construisons et chargeons à partir de nos serveurs contiendra tout ce que les droits d'auteurs nous permettent d'obtenir, et des échantillons du reste. Si nous hébergeons le site, c'est en raison de l'instabilité des connexions qui est courante là-bas, et aussi parce que nos systèmes informatiques offrent une protection supérieure. »



« Je crois que le jury a vraiment aimé ce projet parce que la demande était bien rédigée, qu'elle comportait des objectifs clairement structurés, un historique bien documenté, un budget détaillé et des données précises sur la population. Le projet ciblait une région prioritaire, engageait une université, avait de l'ambition et comportait une dimension publique – le patrimoine culturel mondial – et parce que les bons résultats peuvent ouvrir des possibilités extraordinaires. »

C'est un lieu d'où partent de nouvelles idées, nouvelles façons de voir et nouvelles manières de combiner l'art, la science et la technologie.

Jean Gagnon élabore : « Au Ghana, le ministère de la Culture ne s'est jamais vraiment intéressé à ce petit musée. Ayant appris qu'une fondation privée du Canada était prête à y investir 51 000 \$ – pas une somme fantastique, mais significative – il y a regardé de plus près. Surtout au Tiers-Monde, nous avons le pouvoir de faire bouger les choses en ouvrant la voie qui permettra à ces organismes d'aller frapper à d'autres portes, dans leur propre pays et ailleurs aussi. Et nous espérons qu'un jour, d'autres se joindront à nous ou décideront de faire des choses semblables. »

« J'ai travaillé pour des musées, des OSBL, des organismes sans le sou et des projets indépendants », souligne Dominique Fontaine. « La Fondation encourage tous ces intérêts. Et elle est d'avant-garde. C'est un lieu d'où partent de nouvelles idées, nouvelles façons de voir et nouvelles manières de combiner l'art, la science et la technologie. C'est pourquoi j'adore travailler ici. La Fondation prend des risques! »

« Notre manière de voir les choses à la Fondation Daniel Langlois est significative en soi. Les grandes fondations sont plus enclines à appuyer la culture d'envergure et le manifestent, le plus souvent, par un chèque envoyé à un OSBL sans condition. Notre approche est plus près de la base, plus locale et plus risquée, parfois très controversée », conclut Jean Gagnon. N'empêche que le résultat peut s'avérer extrêmement enrichissant pour toutes les parties engagées.

Pour plus d'information, visitez le site Internet de la Fondation :
www.fondation-langlois.org